

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
28 mai au 3 juin 1998



10,00 F

Affaires Dumas, Tibéri...

Le pouvoir : la corruption permanente

C'EST UN FAIT, CHAQUE jour qui passe nous amène son lot d'affaires. A chaque fois un peu plus énorme, sordide, lamentable, pitoyable!

Avant hier, c'était l'ex qui besognait dans les diamants du maréchal président, la mémé de l'actuel qui se faisait subventionner la réfection des charpentes de son château et le P.S. qui avait monté un plan de fausses factures digne d'un racket de la mafia. Hier, c'était la saga des Safran roses, la robuste bourrée de l'impôt « révolutionnaire » levé par les municipalités et les comités d'entreprises dirigés par les « camarades », les HLM tapissés d'or qu'on « offrait » pour une poignée de cerises au fiston, au cousin, aux copains de la télé, de la presse et même aux coquins de l'autre camp. C'était également Mme X qui se palpat vingt bâtons pour un faux-vrai pseudo rapport de vingt pages sur on ne sait plus quoi, M. Y qui faisait bosser des pauvres bougres de fonctionnaires territoriaux comme valets de pied et messieurs Z, A, B, C, D, E, F, G... qui du haut de leurs trônes départementaux abusait, détournait, accaparaient et volaient à qui mieux mieux. Aujourd'hui, c'est un ex sinistre des « affaires » étrangères qui se fait offrir des pompes à 11 000 balles, sa copine qui passe à la caisse pétrolière à hauteur de plusieurs milliards d'anciens francs, le roi soi même et la pègre de la mairie d'une grande ville de France qui distribue des centaines de salaires princiers au clan, un ex trotskiste reconverti dans le Yo-Yo socialo qui trouve normal d'être payé à ne rien faire pendant des années...

Demain, ça sera à n'en pas douter le roi des Belges qui se fera un plan avec Dutroux, le roi des Ricains qui se fera tailler des pipes par la P.J. et Prof qui aura fauché les gommés du comité central!

Les bourgeois c'est comme les cochons...

Dans l'imaginaire populaire les grands de ce monde qui roulent carrosse de tout sont supposés être à cent lieux des contingences matérielles dans lesquelles les « petits » noient leur survie ordinaire.

C'est l'histoire de Giscard ignorant le prix d'un ticket de métro et de Tonton empruntant cinquante balles à son gorille pour s'acheter un paquet de clopes. Difficile, donc, pour un honnête travailleur, pour un Rmisté économiste ou pour M. Tout-le-monde de concevoir que ceux qui ont tout n'ont de cesse

d'en avoir encore plus et sont prêts, pour cela, à tondre sur un œuf. C'est par trop trivial!

Aussi quand la télé (dans la rubrique vu à la télé), les canards (dans la rubrique c'est marqué dans l'journal) et la radio (dans la rubrique on en a causé dans l'poste) étalent à longueur de colonnes les petites et les grandes magouilles du RPR, du P.S., de l'UDF, du P.C.F... leurs business maffieux de fausses factures et d'emplois fictifs payés

Tous copains, tous coquins, tous pourris!

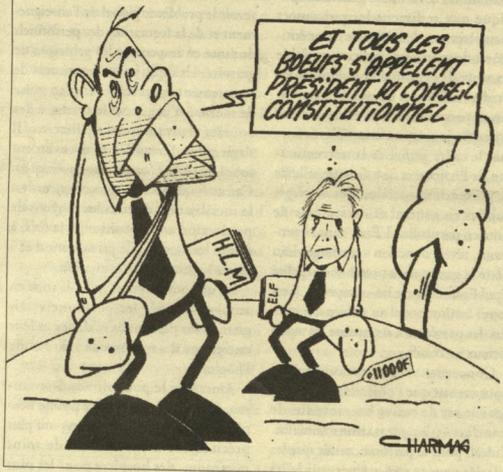
Politcards, tocards!
La politique c'est d'la merde!
La république est trop bonne fille avec ces margoulines!

Il faut en revenir aux vraies valeurs, aux vieilles valeurs de toujours et d'à toujours que sont le travail, la famille, la patrie, un État fort, un pouvoir dur mais juste, la religion à la mode de la messe en latin, l'ordre, la sécurité, la

● Coupe du monde 98 :
● sport et nationalisme
● page 4

● Sans-papiers en lutte :
● interview de
● deux femmes
● page 5

**TOUS LES ÂMES S'APPELLENT
MAIRE DE PARIS**



par des salaires bien réels et pas smicards et les vols à l'étagage et autres pillages de trones commis par les premiers violons comme les deuxièmes couteaux de ces parnis, c'est peu dire que les « braves gens » tombent carrément des nues en s'étranglant d'indignation.

À l'évidence, de même que madame la baronne oubliait de payer les heures sup de la bonne, les bourgeois de droite, de gauche, du centre et d'ailleurs qui nous gouvernent sont âpres au gain et n'hésitent pas à chourer les cendriers de la république!

Tous pourris!?

Est-il besoin de le préciser, l'étagage à hue et à dia de cette petiteesse des « grands » nourrit à la mamelle et la résignation et le populisme démagogique et facho.

Ici, là et ailleurs il est, en effet, de plus en plus courant d'entendre le *vulgus pecum* jurer qu'on ne l'y reprendra pas à prendre parti ou à voter pour telle ou telle version d'un pot de fer qui explosera toujours la tronche du pot de terre ou siffloter ouvertement les chevaliers racistes et xénophobes du cheval borgne frontiste.

morale, les hommes au boulot et les femmes à la maison, le mariage, le service militaire, les cocos à Moscou, les pédés à l'H.P. et les Arabes dehors! Ah, mais!

De la république vertueuse

Dans le même temps où l'on voit le petit peuple s'éloigner de la politique et des politiques pour s'engouffrer dans les impasses de la résignation et du post-fascisme, les classes moyennes, paradoxalement, chevauchent une toute autre bourrique.

Des « petits juges » proclamés ou auto-proclamés gardiens du temple en passant par les nouveaux croisés du troisième pouvoir médiatique ou les crétiens ontologiques de la démocratie bourgeoise, essayent en effet de se persuader et de nous persuader que les affaires ne sont que des furoncles et que quelques coups de bistouri vont redonner à la démocratie bourgeoise et au capitalisme une nouvelle jeunesse.

Ceux là sont assurément aussi pires que les autres et n'hésiteront pas à les rejoindre quand les gueux commencent à brûler les châteaux ●●● page 8

EDITORIAL

Dans le discours dominant, l'Europe du Nord est présentée comme un « havre de paix sociale ». Journalistes informés, politiciens éclairés et autres spécialistes nous expliquent invariablement qu'une longue tradition de négociations collectives permettrait d'éviter les imprévisibles mouvements sociaux qui, *a contrario*, seraient l'illustration de l'indécrottable « archaïsme » du modèle français.

Ces dernières semaines, au Danemark, une grève massive de onze jours a pourtant fait trembler le patronat et le gouvernement dirigé par le social-démocrate Rasmussen. Concernant le secteur privé, cette grève générale, la plus importante depuis 1985, a été suivie par 500 000 travailleurs. Dans ce pays de cinq millions d'habitants, près d'un quart des salariés étaient en grève. Toujours prompts à nous informer des divers OPA et fusions capitalistes à l'échelle européenne, les grands médias, ce n'est pas une surprise, ont opéré un black-out presque total sur ce véritable événement.

Tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, le patronat et les responsables de LO, confédération regroupant 85 % des salariés, étaient parvenus à s'entendre pour signer un accord sur les conventions collectives couvrant les années 1998 et 1999. Bien sûr, les dirigeants syndicaux devaient encore obtenir l'aval de leur « base » mais ceci ne devait être qu'une formalité.

Au Danemark, il faut remonter une quarantaine d'années en arrière pour retrouver un tel cas de figure : 57 % des employés du secteur privé ont rejeté l'accord. Cinglant désaveu pour une bureaucratie syndicale qui prétend défendre les salariés mais parle le même langage que la bourgeoisie. Dirigeants syndicaux et patronaux s'étaient entendus pour accepter une journée de congé supplémentaire, les salariés exigeaient eux une sixième semaine de congés payés.

Combatifs, les salariés du privé étaient prêts à en découdre, non pas le dos au mur mais en prenant eux-mêmes l'offensive. Contre son gré, la bureaucratie LO s'est donc vue contrainte d'appeler, le 27 avril, à une grève générale illimitée. Au passage, ébréchant une idée reçue. Si le système danois est présenté comme l'archétype d'un État-providence développé, on oublie trop souvent que ce pays détient un record mondial : il s'est engagé le premier, dès 1974, dans le démantèlement de son système de protection sociale.

Face à la détermination des grévistes, le gouvernement de gauche, après avoir joué le pourrissement du mouvement, a décidé d'utiliser les grands moyens. Le 7 mai, il a imposé une loi spéciale fixant les nouvelles conventions collectives et rendant illégale la poursuite de la grève. Avec la complicité des dirigeants de LO qui ont refusé d'étendre la grève au secteur public, le gouvernement n'a pas réellement reculé : il a du concéder un jour de congé supplémentaire mais a offert, en contrepartie, un allègement fiscal au patronat. Une nouvelle fois, ce mouvement social confirme que les politiciens de gauche et les directions syndicales sont les fidèles alliés de la bourgeoisie.

ISSN 0026-9433 - N° 1125

M 2137 - 1125 - 10,00 F



F°P2520

Politiques de santé

Quelques critiques et propositions libertaires

S I L'ON DÉFINI LA SANTÉ comme un état de bien-être physique et moral, on ne peut réduire la question au simple acte de prodiguer des soins ou, autrement dit, à une dimension uniquement « curative ». Le problème est, d'emblée, éminemment politique. Dans le système capitaliste, fait d'exploitation et d'oppression, l'état de santé est une situation de confort dont sont forcément exclus des millions d'individus. En plus des conditions économiques, qui privent la plupart d'entre nous d'un accès satisfaisant aux soins, ce sont les rapports d'Autorité eux-mêmes, les liens de subordination (avec leur cortège d'humiliation et de frustrations); c'est l'organisation globale du travail, de la famille, bref de nos rapports sociaux qui génèrent un mal-être aux formes multiples (maladies dites professionnelles, stress, dépressions, suicides...). Au bout du compte, la critique des carences des systèmes de santé actuels ne peut être séparée d'une critique radicale du système marchand, de l'économie de profit. Une définition libertaire de la santé consiste également à repenser les rapports médecins-malades: l'individu qui a besoin de se faire aider pour lutter contre la maladie, et/ou pour prendre les mesures préventives adéquates, ne doit pas être le patient: il doit au

contraire pouvoir être un acteur à part entière de son traitement.

Le coût de la santé, un choix sociétal

Pour justifier la rigueur, le pouvoir, via une propagande politico-médiatique incessante, nous affirme que les dépenses de santé auraient atteint des sommets incroyables et injustifiés... En plus du feuilleté orchestré sur le fameux trou de la sécu (créés de toutes pièces par les politiques gouvernementales et patronales), des statistiques nous sont régulièrement présentées, de manière fort pernicieuse, afin d'effrayer et de culpabiliser le « brave contribuable »...

On nous annonce, par exemple (*Le Monde*, 3 juillet 1996) que « les dépenses engagées par les caisses, les mutuelles et l'État se sont établies à 682,3 milliards de francs, soit 11 735 F en moyenne par habitant ». Le chiffre est gonflé au maximum en incluant notamment les salaires des personnels soignants, mais sans le dire trop fort. Ensuite, cette somme, pour avoir un sens, doit être mise en comparaison du PIB moyen par habitant, c'est-à-dire de la richesse (marchande) moyenne produite par chacun d'entre nous... Rappelons que le PIB, à ce moment là,

était d'environ 122 807 F par mois et par tête d'habitant. On constate par conséquent que nos dépenses de santé représentent, très approximativement, 10% de la richesse produites... Oui, et alors? Vu l'importance de la santé, on pourrait même considérer que nous y consacrons un pourcentage trop faible de notre travail collectif. Cela est une question de choix politique, de choix de société. Et, lorsqu'il s'agit de sauver des vies humaines, peut-on d'ailleurs encore parler de choix...?

Santé ou logique de profit, il faut choisir!

Rappelons brièvement les vrais enjeux politiques et économiques autour de la question de la santé.

D'abord, il est clair que la bourgeoisie n'a pas d'intérêt à développer une santé de qualité pour tous, mais uniquement pour l'élite: c'est-à-dire elle-même! Ce dont le patronat a besoin, c'est de travailleurs en capacité de produire, rien de plus. Le bien-être des individus n'est pas le souci de ceux et celles qui nous dirigent et nous exploitent.

Ensuite, avec la logique du marché et de la concurrence, la mondialisation de l'économie, la véritable guerre économique que se livrent les puissances financières etc., le critère de compétitivité est devenu le seul indicateur valable aux yeux de ceux que l'on nomme les décideurs. Pour les classes dirigeantes, rien ni personne ne doit échapper aux règles du jeu capitaliste. C'est donc dans le cadre global de la restructuration de l'économie que s'inscrit celle de la protection sociale, des services publics en général et du système de santé en particulier. L'État, dans ce processus, révèle donc son vrai visage: loin d'être le garant de la prétendue « égalité républicaine » entre les « citoyens », il est l'outil institutionnel au service des intérêts des possédants, il organise les reculs sociaux successifs.

Concernant la protection sociale, nous savons que l'objectif de la bourgeoisie est de casser les « revenus de transfert »: les prestations sociales. L'idéal, pour le patronat, serait que les salariés payent eux-mêmes, sur leurs salaires actuels, tout ce qui concerne leur protection sociale. Les patrons économiseraient ainsi les cotisations qu'ils versent à l'U.R.S.S.A.F. (ce qui représente encore, malgré toutes les exonérations, grosso modo 1000 milliards de francs annuels!). Parallèlement, la bourgeoisie entend bien faire de fabuleux profits grâce au développement des assurances privées, que ce soit pour la santé ou pour les retraites (avec la mise en place des fonds de pension et de régimes de retraite par capitalisation).

Pour ce qui est des structures de santé, c'est l'hôpital public qui est dans la ligne de mire, sous les feux des plans de restructurations concoctés par les

Agences régionales d'hospitalisation, mise en place par le plan Juppé, et encouragée par le gouvernement Jospin! Des restructurations entraînant des fermetures de services, des suppressions d'emplois et une baisse notable de la qualité des soins. Nombres d'hôpitaux publics étaient déjà des « usines », ils se transforment maintenant en véritables centres de profit, les autres devant fermer leur porte.

Défendre l'hôpital public et la sécurité sociale: des priorités

Aujourd'hui, il serait largement insuffisant d'élaborer des revendications uniquement sur la question des moyens. Bien entendu, il est urgent de mettre un coup d'arrêt à la mise budgétaire qui asphyxie les hôpitaux, d'abolir immédiatement le forfait hospitalier etc. De multiples services sont aujourd'hui en incapacité de fonctionner: ce ne sont pas seulement les services purement médicaux mais également des services annexes qui rendent l'hôpital vivable: les bibliothèques, les services d'aides sociales, les structures d'accueil de l'entourage des malades...

Mais il s'agit aussi, entre autres, de revoir le problème global de l'enseignement et de la formation des personnels de santé en respectant les principes de gratuité, en supprimant les quotas de recrutement, en revalorisant (en guise de mesure d'urgence) le système des bourses, dans un souci égalitariste. Il s'agit enfin d'insuffler au mouvement social de réelles perspectives politiques. Car, au fond, notre exigence majeure est la socialisation de tous les moyens de production en opposition, à la fois, à toutes les mesures de privatisation et à toutes les stratégies d'étatisation.

Ce que nous voulons, c'est la mise en autogestion par les personnels soignants, les personnes malades et leur entourage du système de santé et de l'hôpital.

Alors que le pouvoir voudrait aujourd'hui réduire le service public hospitalier à une peau de chagrin – ou plus précisément une structure de soins minimum, des hospices pour les plus pauvres, il nous appartient d'agir pour qu'il soit, au contraire, un espace où s'affirme le refus de la médecine à plusieurs vitesses, de la médecine libérale du fric, le droit pour chaque individu d'avoir accès à des soins de grande qualité, le droit pour chaque individu de prendre sa vie en main et donc de prendre part aux décisions collectives.

La sécu, elle est à nous!

Nos ambitions seront du même type pour la Sécurité sociale. La défense de celle-ci doit s'articuler logiquement dans une perspective de critique et de rupture anticapitaliste et antigouvernementale. Comme pour le reste, nous n'avons rien à attendre d'une intervention de l'État, bien au contraire! C'est

aux salariés de se réapproprier directement les organismes de protection sociale et d'entraide. Notre objectif est d'en finir avec la cogestion bâtarde entre patronat, État et syndicats qui, pour nous du moins, ne seront jamais des « partenaires sociaux »! La sécu est à nous, elle doit être gérée par nous, et concrètement par l'intermédiaire d'administrateurs, précisément mandatés, étroitement contrôlés par les assurés, en s'inspirant d'un type de fonctionnement mutualiste. Pour ce qui concerne le financement, et bien il faut déjà reprendre au patronat ce qu'il nous vole! Mais pour cela, nous ne demandons pas à l'État de « taxer les profits » comme le font certaines organisations de gauche et d'extrême gauche. En effet, nous n'allons pas demander à notre ennemi d'agir à notre place! C'est par les luttes sociales que les travailleurs doivent directement taxer les profits en arrachant de massives augmentations de salaires. C'est clairement à eux ensuite de gérer les fonds réinvestis dans la protection sociale. Enfin, la revendication, la plus intéressante idéologiquement est celle de la gratuité, puisqu'elle se place directement en opposition à la logique marchande. Elle seule peut réellement et durablement garantir l'égalité économique et sociale et la meilleure satisfaction des besoins des individus. La gratuité, ne doit cependant pas être perçue comme une « prise au tas aveugle, mais comme un mode organisé de répartition des richesses » (1), couplée à l'aspiration de l'autogestion généralisée de la société.

Des états généraux de la Santé?

À la rentrée, le gouvernement organisera des états généraux de la santé. Ils ont été officiellement annoncés le 13 mai, par une communication de Bernard Kouchner. À partir de septembre, une brochure d'information (ou plutôt de désinformation!), accompagnée d'un questionnaire, sera éditée à des millions d'exemplaires. Officiellement, le pouvoir entend favoriser la « participation citoyenne » mais ce ne sera que pure démagogie. Il n'est pas difficile de prévoir comment les prétendus « débats publics » seront orientés, cadencés par une pléthore de spécialistes à la solde du gouvernement, avec l'appui notoire de la C.F.D.T. Le réel objectif sera de faire passer la pilule de restructurations des nouveaux schémas régionaux d'organisation sanitaire (S.R.O.S.). À nous de savoir prendre le contre-pied de cette opération, d'organiser partout où nous le pouvons de vrais espaces de discussions politiques sur le devenir de la santé et de la protection sociale, de réflexions sur les luttes à mener!

Régis
groupe Dejacque (Lyon)

(1) cf la brochure « l'anarchisme aujourd'hui, un projet pour la révolution sociale » aux éditions du *Monde libertaire*.

Autorisation de prélèvements

80 F par trimestre abonnement normal
 100 F par trimestre abonnement de soutien

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR
N° 42 25 73

ORGANISME CREAANCIER
PUBLICO — LE MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot 75011 Paris

TITULAIRE DU COMPTE A DEBITER (lettres capitales)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE A DEBITER
(votre banque, ccp ou Caisse d'épargne)
NOM _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Localité _____

DESIGNATION DU COMPTE A DEBITER
Etablis. Codes Guichet N° de compte* CIB

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal Le Monde libertaire. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal Le Monde libertaire.

Date _____
Signature obligatoire _____

IMPORTANT: merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

le monde libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
Pays _____ A partir du n° _____ (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

abonnez-vous!

Casse des transports public

Une bombe à retardement

Le temps qui passe est le plus sûr allié de tous les réactionnaires. Dans le domaine économique et social aussi les structures de la « libéralisation » (entendez par là la politique de casse) sont maintenant bien en place et commencent à porter leurs fruits. Ainsi la sécurité est-elle de plus en plus – depuis le plan Juppé – une protection au rabais. Il en va de même pour les Télécom et les transports.

Le service public tranche par tranche

Il y a quelques années quand les pontes qui dirigent la S.N.C.F. (1) se sont soudainement pris d'amour pour le découpage de l'entreprise en différentes activités avec, entre autres, la séparation des activités de fret et du transport voyageurs grandes lignes ou encore des transports régionaux on pouvait légitimement se poser des questions. On aurait pu d'abord se demander quel était l'intérêt de saucissonner une entreprise alors qu'elle conservait une structure unique de gestion? Pourquoi vouloir confier la maîtrise des transports régionaux aux régions administratives alors que concrètement elles n'en ont pas la maîtrise?

De fait la « régionalisation » des transports de voyageurs (ferroviaires et routiers) induisait déjà la disparité dans les prestations offertes aux usagers selon les régions habitées. De surcroît, cela revenait à faire payer le transport deux fois à la même personne: une fois en tant que voyageur, une autre en tant que contribuable. Mais surtout cette mesure avait comme principal intérêt de désengager la S.N.C.F. d'activités où les perspectives de « marché » ouvert à la concurrence sont limitées. Toutefois la mesure paraissait faible si on considère que la société nationale est en situation de quasi-monopole tant sur rail que sur route.

La création du Réseau Ferré de France (RFF) allait ouvrir d'autres perspectives à nos casseurs. Cette nouvelle EPIC (2) créée officiellement fin 1996 héritait en même temps de la plupart

des grandes infrastructures ferroviaires et d'une dette de 200 milliards de francs. La S.N.C.F. ne devenant plus qu'opérateur de transports devant louer le passage de ses trains sur les voies et par ailleurs le seul opérateur autorisé à effectuer l'entretien des infrastructures. Le Pd-g de R.F.F. n'a pas caché récemment qu'il avait bien l'intention de faire payer ses difficultés financières par la S.N.C.F., on peut de plus avoir des doutes sur le fait que la S.N.C.F. restera le seul prestataire de service en matière d'entretien: incontestablement les dirigeants de R.F.F. réclameront bientôt la possibilité d'aller chercher ailleurs et surtout moins cher. Nul doute également que R.F.F. pourra à terme offrir la possibilité à d'autres transporteurs d'utiliser les rails si ceux-ci payent bien. La S.N.C.F. met d'ailleurs opportunément en place, en ce moment même, un logiciel de suivi des trains qui est accessible à tous et qui pourra servir, n'en doutons pas, si des concurrents se mettent sur les rangs.

Replacer les luttes dans une perspective globale

Actuellement, la direction extrêmement politique (3) de la S.N.C.F. est pressée d'accélérer le mouvement et fait manifestement pression, comme en 1995, pour que ça passe ou ça casse. Ainsi dans un contexte où le nombre de cheminots a baissé de plus de cent mille en moins de quinze ans, où la plupart des postes hors encadrement sont à horaires décalés et un bon nombre avec déplacement, où l'âge moyen est en perpétuelle progression (4) faute d'embauche de jeunes, la direction n'ouvre pas de négociation salariale et se prend d'une subite passion pour le passage aux 35h voire aux 32h alors qu'elle n'est pas concernée par l'application de la loi. Tout ceci dans un contexte de propagande où on essaye de faire avaler aux cheminots que leur conditions de travail sont décidément trop avantageuses pour permettre une saine concurrence, où il devient difficile d'obtenir ses congés ou tout simplement d'assurer le service par manque de personnel.

Alors les grèves se multiplient, pour les conditions de travail, les roulements qui sont intenables comme récemment les mécaniciens, pour l'augmentation des primes ou leur intégration au salaire comme l'an dernier les contrôleurs, ou encore pour la possibilité de changer de région ou de bénéficier d'un travail en journée pour ceux qui sont fatigués des horaires en 3x8. Ces grèves, il est vrai, sont rarement couronnées de succès et se sont surtout les usagers qui en pâtissent. Pour cette raison C.G.T., C.F.D.T. et S.U.D. ont lancé le 13 avril dernier une grève nationale qui avait pour but de replacer ces luttes dans un contexte plus large de revendication de maintien d'un large service public non concurrentiel. Car c'est bien cela qui est la cause fondamentale, les difficultés évoquées plus haut n'étant que les conséquences. On peut quand même ce demander ce que cache la revendica-

tion, essentiellement portée par la CGT, de nationaliser l'ensemble des transports et confier sa gestion à un ministère. Comme si l'État était neutre, comme si ce n'était pas lui qui conduisait la politique de casse du service public dans le cadre de l'intégration capitaliste européenne et mondiale. Comme si enfin il suffisait d'obtenir cela pour réussir à renverser la dynamique de l'accord de Maastricht.

On ne peut définitivement espérer tenir, usagers ou salariés des transports, sur les acquis des « Trentes glorieuses » ou même des grèves de 1995, qui ne furent qu'un frein à la logique libérale du capitalisme. On ne peut non plus s'en remettre à des responsables syndicaux dont l'éducation ultra-étatique montre aujourd'hui dans la lutte toutes ses limites pratiques. Mais ne nous illusionnons pas: les changements, quel qu'ils soient, peuvent très bien se faire sans

notre avis. Il y a urgence à s'organiser et à élaborer des revendications communes aux salariés et aux usagers: on a tout à y gagner.

Laurent Martin. – groupe La Sociale (Montpellier)

- (1) Et donc 80% du trafic routier en France, un quart d'Air France et de ses filiales, 251Vo du parc de camions en Allemagne et 30% en Italie, et encore AVIS, la chaîne d'hôtels Frantour, la société d'autobus CARIANE, etc.
- (2) Entreprise Publique Industrielle et Commerciale, c'est à dire une entreprise à capitaux majoritairement publics qui doit équilibrer seule son budget; comme la S.N.C.F. ou E.D.F.-G.D.F. par exemple.
- (3) Gallois est un ami du pouvoir et membre éminent du M.D.C. national-populiste de Chevènement.
- (4) 45 ans environ pour des personnels qui partent en retraite à 55 ans et 50 ans pour les conducteurs.

Nucléaire: ça suffit!

L'INDUSTRIE NUCLÉAIRE PRÉSENTÉE comme un modèle de progrès technologique et de sécurité par ses partisans hypothèque gravement l'avenir. Parmi ses nombreux défauts, rappelons certains aspects essentiels:

- forte concentration empêchant une souplesse d'utilisation et une gestion décentralisée, et qui cultive le secret des informations et l'opacité des décisions;
- Investissement financier tel qu'il interdit une diversification des filières (énergies renouvelables);
- Encouragement au gaspillage énergétique pour rentabiliser les installations.

Et surtout production de pollutions extrêmement dangereuses dans la nature dont une partie est disséminée (rejet autorisés, accidents) alors que le reste (déchets radioactifs) s'accumule sans solutions satisfaisantes de traitements.

Quand la France s'est lancée dans l'industrie nucléaire, ses promoteurs ont nié tous ces problèmes, prétendant trouver des solutions à la production des déchets. Après trente ans de recherches, ils envisagent de les enterrer alors que leur radioactivité persistera des milliers d'années. Tchernobyl et Superphénix (dont l'arrêt pose problème, son démantèlement n'ayant pas été sérieusement envisagé!) sont également des témoins dramatiques et flagrants de l'erreur fondamentale du choix du nucléaire.

Ce choix s'est fait sans tenir compte de l'avis de ses opposants mais aujourd'hui tout démontre qu'ils avaient raison. E.D.F. en 1975 nous prédisait une énergie quasi gratuite mais coupe le compteur aux indigents, soustraite à des sociétés bidons (radiocontrôle brûlait des déchets radioactifs en plein air!) le traitement des déchets nucléaires qui sont jetés n'importe où, quand ils ne sont pas remis en service.

Ceux qui décident pour nous sont prêts à tout pour nous faire avaler leur choix.

Malgré les explosions de Three Miles Island et Tchernobyl qui ont contaminés la planète entière; Malgré l'échec total du surgénérateur Superphénix; Malgré la contamination au centre de retraitement de la Hague;

Malgré le scandale du transport des produits radioactifs qui contamine à tous vents depuis dix ans...

E.D.F. se pose en grand protecteur de la planète, prétendant nous épargner de l'effet de serre imputable aux émissions de CO₂. En réalité, la situation est toute différente. Les centrales thermiques classiques en fonctionnement sont très polluantes et peu performantes car E.D.F. a négligé de les moderniser. L'électronucléaire est le premier consommateur d'eau (15 milliards de m³/an, trois fois plus que le reste des activités industrielles) en la réchauffant (tours de refroidissement, rejets dans les fleuves) les centrales nucléaires vaporisent des énormes

quantités d'eau, or la vapeur d'eau est l'un des principaux gaz à effet de serre.

E.D.F. prépare aujourd'hui la seconde génération de centrales nucléaires. Il est nécessaire pour faire accepter cela à la population qu'elle soit persuadée que le nucléaire est la seule solution pour produire suffisamment d'électricité (campagnes publicitaires) et rassurée quant au devenir des déchets radioactifs (l'impossibilité de les neutraliser conduit les « responsables » nucléocrates à vouloir les enterrer dans des galeries pompeusement appelées « laboratoires »). Il est grand temps d'empêcher tout nouveau projet électronucléaire et d'arrêter toutes les centrales vieillissantes en développant de façon intelligente les différentes sources d'énergie.

En refusant l'enfouissement des déchets nucléaires c'est le nucléaire et son monde que nous remettons en cause

Pourquoi nous impose-t-on une industrie dangereuse et non rentable? Seuls l'État et le capital y trouvent du bénéfice, au péril de notre santé et de celle de nos enfants. Véritables maîtres du nucléaire, ils contrôlent les populations en matière d'énergie les empêchant d'accéder à une autonomie par le biais d'énergies renouvelables et décentralisées.

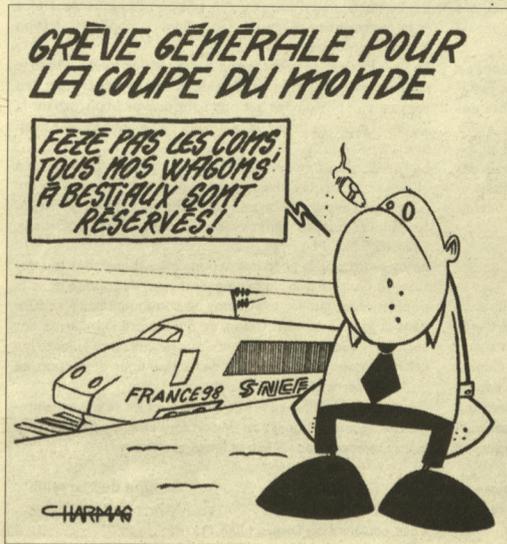
De par sa dangerosité le nucléaire amène aussi un renforcement des mesures de surveillance de ceux qui vivent autour des installations pour prévenir de supposés attentats ou mouvements d'opposants. Cela implique aussi le mensonge et le secret d'État. Les populations n'ayant pas toutes les informations sont donc prises en otages. Sans oublier que les salariés (intérimaires...) de cette filière sont soumis à des conditions de travail qui vont en s'aggravant.

Mais combattre le nucléaire civil c'est aussi refuser la finalité militaire qui l'accompagne depuis ses origines, refuser le maintien d'une force de frappe inutile et dangereuse, refuser à l'heure où l'on dénonce les essais nucléaires en Inde, la construction d'un simulateur d'explosions destiné à perfectionner des armes atomiques (18 milliards de francs pour ce simulateur de la région bordelaise).

À cette société nucléarisée centralisée et policière, polluée et dominée par des rapports mercantiles, nous opposons une société libertaire reposant sur l'autonomie et le fédéralisme des communes l'autogestion sans domination politique, économique, militaire ou énergétique.

Pour ne pas avoir encore plus de déchets à gérer, arrêtons le nucléaire!

Fédération anarchiste du Gard



Football et nationalisme



Le principe de la nation est l'un des plus puissants anesthésiants que l'homme ait jamais inventé (1)

ON TERMINE LES DERNIERS préparatifs. On s'inquiète de mouvements possibles dans le transport. On nettoie les rues avec, entre autres, des interpellations d'enfants qui font la manche. C'est vrai, cela fait un peu « nation pauvre ». Dans ce contexte social nous ne pouvons pas éviter de mener une critique globale de l'institution sportive. (2)

Dans l'élaboration de cette critique, il paraît important de constater que le sport de compétition est porteur d'une idéologie. Il valorise les fondements de l'idéologie libérale avec son apologie de la compétition, son culte de la performance... Et dans le lot des valeurs qu'il révèle, le football est un puissant vecteur du nationalisme. Le sport de compétition ne crée pas le nationalisme, il le favorise, le développe, lui donne une âme...

« Cet internationalisme là ne tuera pas les patries, mais les fortifiera » (Charles Maurras)

« Je suis un officier de réserve, fier de servir mon pays depuis vingt ans » (Roger Milla, Cameroun lors de la dernière coupe du monde)

« Les grandes victoires de l'U.R.S.S. et des pays frères sont la preuve éclatante que le socialisme est le système le mieux adapté... » (Pravda)

« Un succès sportif peut servir une nation autant qu'une victoire militaire » (Ford, président des États-Unis)

« Cette victoire est un ciment unificateur pour les Italiens et un événement qui au-delà, contribuera à rendre les gens plus proche les uns des autres et également plus orgueilleux » (Président du conseil).

La question est donc de savoir si ces citations illustrent une dérive ou une réalité profonde du sport. On peut dans un premier temps voir une dérive, c'est-à-dire une utilisation des États pour renforcer un sentiment d'appartenance. Les nations étant des entités abstraites pour le peuple, elles ont besoin de sym-

boles forts. Le sport est donc un outil de propagande pour l'État et le capitalisme. Quand on analyse l'histoire moderne du sport (3), on aperçoit effectivement une analogie étroite, un lien d'intérêts entre le capitalisme et le sport spectacle. En France les clubs de football sont créés par des capitalistes qui construisent des stades près des usines (Houillères à Lens, Peugeot à Sochaux...). L'objectif est clair : la massification du sport qui déchaîne les passions vis-à-vis d'une équipe est un élément d'unification, un élément permettant de renforcer un sentiment identitaire interclasses.

Si l'on souhaite pousser un peu le débat, la question est de savoir si les liens entre le sport et le pouvoir sont simplement des liens d'intérêts ou des liens idéologiques. Les sports collectifs et certains individuels (comme le tennis) ont un succès médiatique sans commune mesure avec les autres sports (l'athlétisme en dehors des JO tous les quatre ans, n'a quasiment aucun écho médiatique). Or ce qui caractérise ces sports médiatiques, c'est le mode relationnel qui est basé sur le duel et la com-

pétition. Par exemple la pratique du foot, qui dans certaines régions en Afrique consiste à ce que le joueur qui marque un but change d'équipe, n'est pas prête de se généraliser car unanimement les fédérations, les partisans du foot déclarent que ce n'est plus du sport!

On remet ici en cause le concept fondamental du dualisme et de la compétition. Cette logique identitaire et compétitive doit donc nous interpeller quant aux alternatives au sport. Si envisager des alternatives éducatives nécessite de réfléchir sur les relations internes à l'édu-

cation au-delà du dépassement du capitalisme, il en est de même pour le sport. Une démarche contraire reviendrait à nier que le sport de fédération, le sport de compétition soit un appareil idéologique d'État au service du nationalisme et de l'idéologie libérale.

Régis B. groupe F.A. de Nantes

- (1) Rudolf Rocker *Itinéraire* n°4.
- (2) Après le dopage, spectacle, finances... cf *Monde libertaire* depuis deux mois.
- (3) Lire entre autres les ouvrages de Jean Marie Bhom.

Ras la coupe

Émergent depuis quelques jours des mouvements et des associations contre l'organisation de la coupe du monde. Notons les plus intéressants. En premier lieu l'existence du COBOF, Comité pour l'organisation du boycott de la coupe du monde de football) qui lance quelques initiatives souhaitant imposer un débat sur la fonction politique du sport : « Pour empêcher les peuples de raisonner, il faut leur imposer des sentiments » On peut le contacter au 7, villa Stendhal, Paris (XX^e). Du côté culturel l'association « La coupe est pleine » recense tous les lieux qui ne collaboreront pas au matraquage médiatique que nous allons subir. Du côté de la Fédération anarchiste, une campagne se met en place. À noter d'abord aux éditions du *Monde Libertaire* « Ras la coupe! », une brochure (1) où tout au long de 50 pages le groupe F.A. de Nantes tente de répondre à la question : « Peut-on réformer le sport ou le sport est-il par essence réactionnaire ? » Du côté de l'expression murale, une affiche (2) et des autocollants sont disponibles.

Régis

(1) 25 F à la librairie du Monde libertaire, ou 160 F les 10 exemplaires port compris à FA c/o Local, 16 rue Sanlecques, 44000 Nantes.

La Fédération anarchiste vient d'éditer une affiche (format 60 x 80) : « La coupe remplit les stades, la gauche remplit les charters ». En vente à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, Paris XI^e, 5 F l'unité ; 60 F les 50 exemplaires ; 100 F les 100.



Autocollants édités par la Fédération anarchiste, vendus à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 15 F les 50 exemplaires



MARSEILLE

Résistance contre les expulsions

JUSQU'À CE 24 FÉVRIER, les maquignons de l'immigration ne trouvaient à Marseille que le terminus de stockage de la « viande immigrée », le centre de rétention d'Arenc, avant d'être embarqué vers l'abattoir culturel, économique, voir physique (la majeure partie des expulsés l'étant vers l'Algérie). Ce jour-là une trentaine d'individus essaiera d'empêcher l'expulsion de Kader, insoumis algérien, certains allant jusqu'à se jeter à l'eau pour retarder le départ du bateau, la Liberté (sic).

Et puis les actions se multiplient avec quelques coups d'éclats comme le 16 mars une intervention au meeting de la gauche plurielle lors de l'intervention du premier flic de France. Suite à cette action, un Collectif anti-expulsions (C.A.E.), se monte officiellement. Le 14 avril, le siège de la S.N.C.M. est occupé, le 27 avril un bateau de cette même compagnie sera investi (en plein plan Vichy-pirate!) afin d'en bloquer le départ, un de nous aura même le droit à un aller-retour en cabine-celule. La dernière action fut notre intervention lors d'une réunion publique de Julien Dray en réaction à sa déclaration récente sur la « réactivation » des charters. Sur la soixantaine de présents, quarante étaient du C.A.E., ce qui nous permit d'orienter le débat. Pour conclure, ce « socialiste de gauche » nous dit que nous étions en désaccord au départ : nous étions pour l'abolition des frontières et lui pour la sauvegarde de la République. T'as tout compris camarade Julien. Voilà pour les actions les plus spectaculaires et médiatisées. Le C.A.E. fait aussi du travail de fond. Information par tracts sur

les lieux mêmes du délit d'Etat (SNCF, SNCM), « accueil » des trains convoyant des expulsés, surveillance des conditions de transport, etc.

Nous tentons aussi avec, plus ou moins d'imagination, de chance de nous opposer physiquement aux expulsions. Tentatives déjouées par les manœuvres policières (descente des expulsés à la gare de l'Estaque, gare hors service, pour éviter l'accueil en gare Saint-Charles ; transfert de l'hôpital au bateau (contre l'avis médical) de deux expulsés ayant avalé des lames de rasoir. Contrairement à nos camarades de Paris et Lyon, nous n'avons pas subi de violences policières, hormis une bousculade lors de notre première intervention.

Fédérons les luttes!

Le C.A.E. n'a rien à voir avec une machine de déstabilisation manipulée par des trotskistes anglais mais est composé d'individus essentiellement libertaires, bien souvent militants dans des organisations (APOC, FA, CNT-Vignolles, Scalp, Comité Chiapas...). Le principe de démocratie directe a été adopté comme principe de décision et d'action : discussions, décisions par consensus sauf dans de rares cas où la minorité a toujours le choix de s'engager plus avant, individus mandatés, travail en commissions, autonomie dans l'action.

Le Comité a choisi avant tout le terrain de l'action, laissant le côté juridique à la Cimade, laquelle nous fournit locaux et usage du matériel (ordinateurs, fax...).

Les contacts avec d'autres C.A.E. ont permis l'échange d'infos et la coordination d'actions. Coordination confirmée à Lyon lors des rencontres de la Gryffe.

Le C.A.E. s'est concentré sur les expulsions vers l'Algérie pour des raisons pratiques (la plupart des expulsions ont lieu vers ce pays) mais des actions sont prévues concernant la Tunisie. La dénonciation de la double peine nous semble aussi prioritaire.

Le C.A.E. s'est fixé comme objectif de gripper la machine à expulser à tous les niveaux, aussi bien par des actions qui retardent l'expulsion qu'en renvoyant les différents acteurs face à leurs responsabilités et leur hypocrisie : Etat, politiciens, S.N.C.F., S.N.C.M.

Nous avons pris le parti des actions médiatiques dès la création du Comité afin de faire passer notre message dans la population et que les expulsions ne continuent pas à se faire dans la plus totale discrétion, ce qui illustre l'embaras des socialistes. Cette relation est moins omniprésente aujourd'hui car nous nous refusons à faire de l'action pour de l'action, ce qu'ils attendent plus ou moins de nous.

Cette évolution illustre le fait que le Comité se pose maintenant la nécessaire question de son fondement politique ainsi que sa relation avec les autres luttes sociales.

Groupe de Marseille

Comité anti-expulsions : c/o 26, boulevard des Dames, 13002 Marseille.

Sans-papiers

Interview de Guinéennes

Ci-dessous l'interview de deux femmes guinéennes, sans-papiers français, participant à l'occupation de l'église Sainte-Thérèse, à Nantes (environ 70 personnes en attente de régularisation gèrent ce lieu depuis le 27 avril). Nous avons conservé la quasi-totalité de leurs réponses, les leitmotiv «on n'a pas de papiers, on veut des papiers, on n'est rien sans papiers...» étant selon nous significatifs de l'obsession paralysante dans laquelle ces personnes sont maintenues, pour la plus grande gloire de Chevènement et de tous les républicains.

M.L. : la plupart des sans-papiers de Sainte-Thérèse se sont déjà vu refuser leur demande de régularisation. Quelle est votre situation personnelle ?

Aïcha : J'ai une carte d'un an depuis février, mais pour moi je ne suis pas encore régularisée, car j'attends toujours une carte de dix ans. On est parties occuper l'église, il y a quinze jours car on a beaucoup de difficultés avec ces papiers. Ce n'est pas facile avec les enfants. Dans ce pays quand on n'a pas de papiers, on ne peut rien faire du tout.

Fatima : Moi, depuis avant-hier, j'ai un récépissé de trois mois de la préfecture. On a trop de difficultés, avec les enfants, quand on n'a pas de papiers. On ne peut rien faire sans. Il y a trop de contrôles d'identité ici. Si on n'a pas de carte de séjour, on ne peut rien faire, on ne peut pas payer la cantine, rien. C'est pour ça qu'on est parties à l'église !

M.L. : Et votre mari, il a une carte ?

Aïcha : Mon mari a une carte d'un an... Mais on est séparés ! On a eu trois enfants mais seulement une vit avec moi, au foyer. Au foyer on m'aide pour essayer d'obtenir des papiers.

Fatima : Moi, j'habite chez une copine. Elle m'héberge tant que j'ai des difficultés pour obtenir des papiers. Je n'ai rien. Je vis comme ça.

M.L. : Vous avez des enfants ?

Fatima : Oui, trois. Plus mon mari et la famille de ma copine, on vit tous ensemble.

M.L. : C'est un grand appartement ?

Fatima : Oui, c'est un quatre pièces.

Aïcha : Même quand c'est pas grand, on peut pas dire grand chose parce qu'on n'a pas «de moyens»... et avec les enfants on ne peut pas vivre dans la rue !

M.L. : Vous n'avez pas de travail, comment faites-vous financièrement ?

Aïcha : Pour l'argent on se débrouille. En France, quand on n'a pas de papiers, on peut pas travailler. Nous, les guinéennes, à Nantes on souffre beaucoup.

M.L. : Mais quelles sont vos ressources, au foyer, par exemple ?

Aïcha : On n'a aucune ressource.

M.L. : Comment faites-vous, concrètement ?

Aïcha : Je n'ai rien du tout. C'est le foyer qui fournit la nourriture et qui nous aide pour les enfants.

M.L. : Est-ce que la fille qui vit avec toi est scolarisée ?

Aïcha : Oui, il n'y a aucun problème. À l'école il n'y a pas de problème, comme pour l'argent. Car dans ce pays il faut avoir de l'argent. Si on n'a pas de papiers on ne peut pas avoir d'argent. Et personne ne peut vivre sans argent !

M.L. : Vos enfants sont français ?

Aïcha : Non, pas tous. Ma première est née en Guinée. On est arrivés en 1981. J'ai accouché de deux enfants en France, en 1992 et 1994. Celui né en 1992 est français, celle née en 1994 ne l'est pas.

M.L. : Comment s'est décidée l'occupation de l'église ?

Aïcha et Fatima : On n'était pas là le premier jour, on est arrivé ensuite, on voulait rejoindre les guinéennes qui ont le même problème que nous.

M.L. : Comment s'organise l'occupation, au quotidien ?

Fatima : Ça se passe bien. En attendant que le préfet prenne une bonne décision, on y reste. Beaucoup de gens viennent nous aider, mais nous ce qu'on veut, c'est des papiers !

Aïcha : On ne veut pas rester tout le temps à l'église, alors ce qu'on veut c'est des papiers.

M.L. : Qu'attendez-vous principalement des gens qui vous soutiennent, qu'ils apportent à manger, qu'ils distraient les mômes, ou qu'ils mettent la pression sur le préfet ?

Aïcha : La nourriture ne suffira pas. Avec des papiers on aura un logement, de l'argent, et il restera tranquilles. On est d'accord pour la nourriture surtout pour les enfants, car eux ne comprennent pas ce qui se passe.

Fatima : C'est nous aider aussi. Comme moi, si tu as des problèmes, et que je peux t'aider, je le fais. C'est comme ça.

Aïcha : Il y a beaucoup de gens qui nous apportent à manger par pitié. Ils voient qu'on ne peut pas vivre comme ça.

M.L. : À votre avis que peuvent faire de plus utile les personnes qui vous soutiennent, manifester par exemple ?

Fatima : Oui ça c'est une bonne chose.

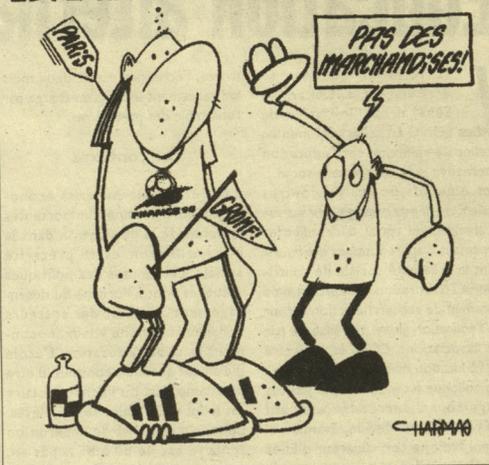
M.L. : Comment cela se passe-t-il avec les associations (cathos ou autres) qui vous soutiennent ?

Fatima : Ils sont gentils avec nous.
Aïcha : Tous les jours il y a des gens qui viennent. Des catholiques qui vont à l'église. Parce qu'il y a la banderole «Sans-papiers». Pour voir.

M.L. : C'est important que vous nous montriez ?

Aïcha et Fatima : Bien sûr !
Fatima : Tout le monde doit nous voir.
Aïcha : Il y en a qui ont pitié, et

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES



d'autres non, comme le préfet. S'il avait pitié, il nous aurait régularisées (sic). Il continue à rien nous dire depuis le début de l'occupation

M.L. : Si certaines personnes obtenaient une régularisation, et que les autres restent expulsables, comment cela se passerait-il au sein du collectif ?

Fatima : Ça serait pas bien car on est à l'église pour la régularisation de tous.

Aïcha : On continuera à lutter ensemble pour que les autres soient régularisées.

M.L. : Tous les mercredis, vous organisez une manifestation de femmes. Pourquoi ?

Fatima : Pour montrer aux gens que les femmes aussi n'ont pas de papiers. Et qu'il faut manifester pour avoir des papiers.

Aïcha : Et puis si c'est des femmes, les gens peuvent avoir pitié (re-sic).

M.L. : Dans l'église comme en dehors, la vie d'une femme sans-papiers est-elle la même que celle d'un homme sans-papiers ?

Aïcha : C'est pareil. Mais si l'un des deux, dans le couple, a des papiers,

c'est plus facile pour l'autre.

M.L. : Il n'y a que des couples à Sainte-Thérèse ?

Fatima : Il y a quelques hommes célibataires, mais pas de femmes.

M.L. : Au quotidien, quelle est la répartition des tâches, entre hommes et femmes ?

Aïcha : Un homme ne fait pas de «tâches»...

M.L. : Pourquoi ?

Aïcha : En France c'est mélangé mais pas chez nous. Tous les deux on s'occupe de trouver de l'argent, mais les femmes en plus font la cuisine et s'occupent des enfants.

M.L. : Vous trouvez ça normal ?

Aïcha : Bien sûr, c'est la loi des musulmans.

Ici le débat a pris un chemin inattendu, l'une des interviewees s'agitant un peu, malgré l'intervention pacificatrice des guinéennes lui expliquant que si les femmes faisaient à manger aux hommes ; c'est parce que c'était écrit noir sur blanc dans le Coran, mais que cela ne concernait que les noirs. Nous voilà rassuré(e)s...

Entre gauche plurielle et droite républicaine, comment en est-on arrivé là ? Ou le bref rappel d'un étranglement progressif de la liberté de circuler.

1974 : pour «répondre à la crise», la France ferme ses frontières (l'expression a de l'avenir). Il est évident (et prévu) que l'immigration se poursuit malgré tout, mais dans des conditions plus difficiles

1979 : loi Bonnet-Stoleru réglementant officiellement les expulsions des dizaines de milliers de personnes, dont des mineurs et des réfugiés politiques sont virés. Mobilisation contre ces lois sécuritaires (en lien avec les lois Peyrefitte).

1981 : Régularisation de milliers de sans-papiers, mais Mitterrand refuse, malgré ses promesses, le droit de vote. Luttes autour de l'immigration se focalisent sur la «citoyenneté» (marche des beurs, convergence 84).

1983-1984 : Création des centres de rétention et loi Dufoix, limitant le regroupement familial. Émergence du F.N et médiatisation de S.O.S.-racisme et de l'«antiracisme moral».

1986 : Lois Pasqua : Instauration des visas, pratique de la double peine. Remise en cause des cartes de plein droit, du statut étudiant. Réelle mobilisation mais la plupart de ces mesures seront maintenues.

1989 : peu de changements, détérioration des statuts, pour les étudiants par exemple. La gauche confirme la xénophobie d'État. Charters Cresson. Baisse de la mobilisation.

1993 : Pasqua 2 ! Attaques en règle contre l'automatisme de la nationalité (par les délais imposés lors des mariages «mixtes», la remise en cause du droit du sol...). La gauche, dans son ensemble, semble s'opposer à des lois... qu'elle ne remettra pas en cause une fois au pouvoir !

1998 : Debré (fils) renforce les lois Pasqua. Les sans-papiers se sont mobilisés, de Saint Ambroise à Saint Bernard, ce qui amène une nouvelle forme de lutte : «visibilisation» d'un mouvement par des occupations durables, auto-organisation des sans-papiers, refus du «cas par cas», (tout cela déstabilise un peu les associations habituées à ce que «leurs» immigrés suivent sagement leurs stratégies...). Les «clandestins» deviennent de simples «sans-papiers» !

Raymonde et Robert

cf, entre autres, *Sans-papiers, chronique d'un mouvement*, éd Reflex/Im'media

Petit historique nantais

Janvier-février 1996 : Taoufik, Marocain marié à une française, Sandra, est menacée d'expulsion. Grève de la faim de Sandra pendant 28 jours, mobilisation active en soutien (autour du GASPROM-AST) amènent le succès de la lutte.

À noter que les actions médiatiques menées pendant cette action (telle l'intervention pendant un conseil municipal, P.S.), ont déplié à une partie de la gauche pas encore plurielle mais déjà humaniste,

31 mai-1^{er} juin 1996 : Deux jours de jeûne pour la régularisation d'enfants français.

Mobilisation très bien relayée par les associations cathos qui mettent en avant «le droit de vivre en famille».

Sept 1996 : Création d'un collectif de sans-papiers, dans la foulée des actions menées à Saint Bernard. Jusqu'à la circulaire de Chevènement en juin 1997, le collectif assurait une bonne mobilisation. Les temps forts, tel l'accueil de la caravane des sans-papiers, consolidait les liens avec la coordination nationale des sans-papiers. Le collectif se voulant autonome, certains le déclareront manipulé par les libertaires.

À partir de la circulaire, l'espoir de régularisation démobilisera les sans-papiers, malgré la mise en garde d'associations et d'individus (Attention au fichage, la circulaire est très restrictive...). C'est la désillusion (nombreux sont ceux à qui on a déjà signifié un refus) et l'angoisse montante quant à leur avenir qui relance la lutte, notamment par l'occupation de l'occupation de Sainte-Thérèse. Occupation qui obtient un large soutien (si ce n'est quantitativement, au moins quant aux signatures...), soutien qui va des cathos jusqu'aux libertaires, en passant par les socio-démocrates...

Éducation alternative et changement social

LES 18, 19 ET 20 MARS se déroulèrent à Dakar, au Sénégal, à l'initiative de l'ONG Enda Tiers Monde un atelier de réflexion sur l'éducation alternative et le changement social. Les objectifs de ces rencontres étaient de dégager les hypothèses sur le changement social, d'identifier les processus d'apprentissages qui favorisent la créativité sociale de contribuer à l'élaboration d'un programme commun de recherche action autour de l'éducation alternative élaboré par les associations, ONG et ministère de l'éducation de base. Ce colloque fut introduit par Jacques Bugnicourt, secrétaire exécutif d'ENDA Tiers Monde, Emmanuel Seyni Ndione coordinateur d'Enda Graff, Mamadou Ndoye, ministre de l'Éducation de Base et Thyde Rosell, déléguée de l'école libertaire Bonaventure. De nombreux représentants d'ONG, d'associations éducatives et culturelles, du ministère de l'Éducation de Base participèrent à ces travaux ; les ateliers de travail alternaient avec des visites d'expériences alternatives dakaraises. Cet atelier débouchera sur l'élaboration d'une charte de l'éducation alternative et la mise en place d'un comité de suivi composé de représentants du ministère de l'Éducation de Base, d'ENDA, d'ADEF, d'Aide et action, Plan International. Ce comité en plus de la préparation d'un projet de charte, rédigera un compte rendu de ces rencontres, organisera un atelier de validation et recensera les ressources auprès des divers part-

naires ; l'échéance est de deux mois le financement est pris en charge par l'ensemble des partenaires.

Le contexte

« Le Sénégal vit une crise économique qui a confiné d'importantes couches de la population dans la marginalisation et la précarité sociale. Les faillites des politiques étatiques sont à l'origine du désengagement de l'État des secteurs considérés comme vitaux, notamment celui de l'éducation. L'école durement secouée continue d'être un champ clos où l'échec scolaire est le lot de la majorité des élèves. Le taux d'échec et de déperdition scolaire est de 80 à 85 % par an, pour un taux de scolarisation de 53,7%. » (1)

Il n'existe pas de système scolaire endogène : les seules représentations d'un système éducatif sont incarnées par l'école coranique et l'école française (modèle colonial). Le *meeting pot* culturel sénégalais a conduit le gouvernement à se pencher sur l'apprentissage des langues nationales. Cette réforme décrétée il y a deux ans n'est toujours pas appliquée bien qu'un certain nombre de centres éducatifs alternatifs alphabétisent les personnes (adultes et enfants) dans leur langue maternelle.

L'éducation formelle ploie sous les difficultés matérielles. Elle a essayé à travers un certain nombre de décrets et circulaires de se pencher sur la coopération scolaire, les relations avec le milieu mais... la

chape de plomb de l'examen d'entrée en sixième (qui ne concerne qu'une minorité des élèves du primaire), le poids de la hiérarchie, les représentations individuelles et collectives de la scolarité expliquent leur non concrétisation. L'éducation (même si l'État sénégalais a dernièrement débloqué des fonds) n'est pas une priorité nationale ni en terme de budget ni en terme de programme.

La création d'un ministère de l'Éducation de Base et des langues nationales n'a pu éviter le risque de scinder la population scolaire. Les expériences de l'éducation alternative s'adressent en priorité aux marginaux, aux femmes (sic), aux jeunes, aux enfants. La plupart des animateurs et des alphabétiseurs se forment sur le tas et... reproduisent ce qu'ils ont vécu dans le formel ou ce qu'ils pensent ce « qu'est un bon enseignement ». Le manque de moyens est criant, l'urgence sociale impose une simple reproduction des connaissances et un encadrement de la violence urbaine sans perspectives éducatives globalisantes.

Néanmoins la richesse des compétences, la valorisation des personnes, leur reconnaissance par le milieu où elles agissent sont des moteurs essentiels à une éducation véritablement populaire.

Sur quelques hypothèses émises dans les rencontres.

Le postulat de départ est d'inscrire l'éducation alternative dans une

lutte globale contre la pauvreté en vue d'un changement social. Les initiatives sont prises soit directement par les groupes concernés soit à l'initiative d'ONG. deux questions apparaissent dans chaque atelier de travail : comment définir les objectifs de l'éducation alternative et pour quel changement social ? D'où découlent un certain nombre d'analyses et d'observations :

■ La finalisation des initiatives résulte d'une synergie entre l'analyse des besoins des groupes humains, une élaboration concertée des programmes, un abandon des enclos technicistes et pédagogiques.

■ Cela induit une distinction entre les objectifs des formateurs et ceux de la communauté éducative, une mobilisation de tous les acteurs afin de développer les capacités individuelles et collectives. L'accompagnement des projets transforme les rapports éduqués/éducateurs en participants d'une communauté éducative. Réfléchir sur l'autonomie des groupes et des personnes revient à inventer une véritable pédagogie éducative africaine.

■ L'hétérogénéité des groupes implique une coordination des expériences. Abandonner un modèle scolaire inadéquat implique une formation initiale et continue nouvelle. Le partage du pouvoir pédagogique implique l'élaboration d'outils institutionnels en adéquation avec la société sénégalaise (autogestion, participation, auto-organisation).

■ La mise en réseau (hors modèle) de l'ensemble de ces initiatives casse avec la spirale de l'éducation de classe et de son corollaire la mise sous tutelle de la pauvreté. La prise en compte globale des expérimentations induit non pas la création d'un modèle mais tendrait à l'élaboration d'invariants pédagogiques et institutionnels pouvant donner un sens

social et général à une transformation du système scolaire sénégalais.

Des poursuites coopératives... à la solidarité internationale.

L'intérêt posé par ce colloque en dehors de celui de la curiosité, du partage, voire de l'apprentissage nous est utile à plus d'un titre. Confrontés à la violence urbaine ou à une pauvreté sociale absolue l'ensemble de ces associations éducatives doivent prendre en main sans filet gouvernemental ou pédagogique l'avenir même de l'éducation populaire sénégalaise. La difficulté qui parfois peut nous apparaître également comme une force est qu'il n'existe aucun modèle viable ou satisfaisant pour construire un tel réseau éducatif. Ancrés réellement dans la cité ces centres partent des besoins, des intérêts réels des populations il n'y a pas de culture scolaire reconnue opposée à une culture populaire ignorée par l'institution scolaire... puisqu'il n'y a pas d'école ! Aucun consensus social n'enferme l'éducation dans un simple rôle de genedarme social. Un véritable rapport de forces peut s'instaurer à partir du moment où des liens, une charte, des outils adaptables par tous peuvent contrebalancer le vide éducatif. À nous d'apprendre à nous passer de modèle, de filet pour enfin nouer des échanges avec des partenaires non seulement à l'écoute des populations qu'ils encadrent mais véritables acteurs de la cité et auteurs d'une éducation alternative. Alors c'est quand qu'on va où ? Quand va-t-on enfin participer à un mouvement alternatif éducatif international ?

La délégation du centre d'éducation libertaire Bonaventure

dans la toile

Afin de me faire pardonner ma facétie d'il y a quelques semaines, voici un extrait de l'Encyclopédie de la révolution de 1848 (<http://www.cats.ohio.edu/~Chastain/ip/roudhon.htm>). Le site mériterait d'être visité, téléchargé et traduit en français (eh oui ! C'est encore pour les anglophones). J'avoue que je ne me sens pas de faire ça tout seul ; mais si ça intéresse quelques autres de s'atteler à cette tâche, qu'ils me contactent, on pourra faire ça à plusieurs.

Principalement orienté sur la lutte des chômeurs et précaires pour la partie rédactionnelle, RAPTAG (<http://www.mygale.org/04/raptag/>), l'acronyme de Rien A Perdre - Tout A Gagner, est en passe de devenir l'adresse indispensable pour les militants. Si vous avez des dates de manifs, de concerts de soutiens ou d'actions, n'hésitez pas à les communiquer à Bilbao (clarim@worldnet.net), il les présentera dans l'agenda. Toujours pour les francophones, Christophe Leleu s'efforce avec succès de rendre toujours plus attractif son Web'Do Clash Infos (<http://www.users.imagnet.fr/~chrislou/>).

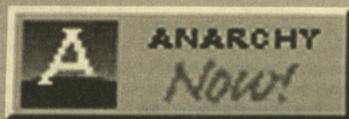
Pour ceux que la radio et l'Afrique intéressent, Radio Bridge Oversea (<http://spike.forfree.at/~rbo/>), proche du très fédératif Global Media Project (<http://www.curtin.edu.au/curtin/dept/6nr/cbaa/1180.html>), cherche à réduire le fossé entre les médias des pays en développement et ceux du Nord en diffusant des informations et des émissions

sonores aux radios locales africaines et en leur assurant des formations aux techniques de communication.

Si vous cherchiez un site consacré à l'étude de la bêtise, de la désinformation et de l'escroquerie intellectuelle qui devraient réjouir les rationalistes et autres scientifiques militants, visitez la presque exhaustive *Junk Science home page* (<http://www.junkscience.com/>), c'est tellement dense qu'on peut s'y perdre. Comme c'est en anglais, la complexité des textes peut rebuter le lecteur peu habitué au vocabulaire scientifique. Cette adresse me semble toutefois un élément indispensable pour nos bookmarks.

Je terminerai en donnant un coup de chapeau à l'Union Pacifiste (<http://web.logipro.com/upf/>) dont le site, en construction, est un des plus jolis que j'ai visités ces dernières semaines. À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
Bek_ml@hotmail.com



abonnez-vous! abonnez-

Humour anglais

Encore une bonne blague de Tony Blair, vous savez, le petit pas beau avec un grand sourire ? Mais non, pas M. Bean, l'autre ! Celui qui se fait applaudir à l'Assemblée nationale française par les élus de droite en affirmant qu'il n'y a ni une économie de droite ni une économie de gauche, mais qu'une bonne économie (pour Tony, c'est évidemment le libéralisme) et dont le ministre de l'Éducation et de l'emploi vend 10 F des réveille-matin aux jeunes chômeurs. Oui, voilà, le premier ministre anglais ! Le charmant parti travailliste, officiellement de gauche, de ce mariolo a construit et même inauguré en grandes pompes une prison mixte pour les mineurs de 12 à 14 ans.

L'Angleterre renoue avec ses traditions, et ce depuis quelques années déjà : le baigne des enfants du XIXe siècle renaît de ses cendres avec cette prison pour adolescents et le travail des mineurs reprend peu à peu : beaucoup de jeunes britanniques abandonnent leurs études scolaires pour essayer de se trouver un boulot. Le truc marrant est que ce pénitencier d'un nouveau et horrible genre a été décrit comme un facteur de progrès social essentiel. En effet, les délinquants juvéniles « accueillis dans cette prison seront aidés par des psychologues, suivis personnellement par un tuteur, et bénéficieront aussi de professeurs particuliers. Bref, tout sera mis en œuvre pour qu'ils puissent, à leur sortie de prison, s'intégrer (presque) sans problèmes dans la société méri-dienne qu'on leur propose. Car les crânes d'œufs ministériels anglais sont persuadés que foutre en taule et lobotomiser des personnes à peine sorties de l'enfance ne peut que les aider ! Et l'argent nécessaire à l'entretien de cette innovation carcérale, environ 200 000 F par enfant et par mois, sera bien entendu à la charge du contribuable anglais ; du fric qui serait sûrement plus utile s'il était consacré à la construction de nouveaux établissements hospitaliers et/ou scolaires...

Cela dir, il y a au moins un aspect positif dans cette histoire ; un nouveau métier aura été créé dans le pays de sa Très gracieuse majesté : maton pour prison de mineurs.

Espérons seulement que ce ne soit pas un métier d'avenir...
Thierry - groupe Proudhon

CINEMA

Nouvelles de Cannes (2) Sortez votre idiot intérieur

«**S**ORTEZ VOTRE IDIOT intérieur», devise du film de Lars Von Trier n'est qu'un programme de révolte qui ne débouche sur rien. « Ne devient pas fou qui veut » dit Lacan. La folie, ce n'est pas un charisme, « c'est une souffrance » dit Laing. Dans *Les Idiots*, les idiots sont les autres, ceux qui portent leur différence inscrite au visage, dans ce cas précis les mongoliens. Et ceux qui jouent seulement à faire l'idiot, ne les supportent pas. C'est là où le film aurait dû prendre son envol et s'interroger sur lui-même. Mais à aucun moment il ne prend ses personnages au sérieux.

Une seule scène est réussie. Une femme prise dans un deuil épouvantable retourne chez elle, dans l'horreur d'une famille ordinaire. Elle, la seule « normale » du groupe, réussit à faire parler son « idiot intérieur », à se libérer de quelque chose. Sur le même thème, dénoncer et fuir la famille « normale » et les horreurs qu'elle cache forcément, le jeune collègue de Von Trier, signataire et instigateur de « Dogma », Thomas Vinterberg, réussit partiellement son *Festen* (Fête de famille).



La Vita e bella

Un vrai souci de cadrer, de faire des plans. Mais peut-on régler des drames d'une famille en quelques phrases? Le dévouement, ça fait du bien. Mais l'effet se dissipe vite. En revanche, des films français aux titres poétiques, *La vie rêvée des anges* (Eric Zonka) et *Dis moi que je rêve* (Claude Mourieras) s'attaquent beaucoup plus profondément au problème complexe des individus dans notre monde cabossé d'aujourd'hui. Dans le film de Mourieras, toute une famille cherche à s'en sortir, en ne laissant personne sur le bord de la route. Il y a le passé, des

chemins empruntés, des désirs qui éclairaient la lanterne quotidienne. Tous les problèmes de la vie sont interrogés. Intransigeance, exigence. Et poésie. Les vaches donnent plus de lait quand on dans le tango ou la bossa nova. On ne bêtifie pas. On devient intelligent pas ce désir communicatif de ne jamais céder sur les envies profondes, sur la nécessité du rêve. Roberto Benigni, le « piccolo diavolo », disait de Fellini et son cinéma qu'il était indispensable, comme le gaz et l'électricité. On a envie de lui rendre le compliment pour son film *La Vita e bella* (La vie

à la petite semaine Le vote utile

Il y a quelque chose d'injurieux, pour des organisations presque toujours ultraminoritaires mais ayant décidé une fois pour toutes qu'elles représentaient la volonté du peuple, dans le fait de demander précisément son avis à la population sur un problème précis ayant jusque là entraîné des massacres sans fin.

Le risque est grand en effet, pour le libérateur ou défenseur national, de se voir soudainement privé de sa représentativité usurpée et de ses joujoux guerriers par des individus plus que les sanglants conflits permanents où périssent sans le vouloir mais pour la patrie - sublime consolation ! - hommes, femmes, enfants, sans distinction.

En renvoyant les tueurs extrémistes à leurs stocks de munitions imposants mais désormais inutiles, les Irlandais n'ont certes pas réglé tous leurs problèmes. Oui, il reste cet impérialisme britannique aujourd'hui travailliste. Oui, il reste le poids des traditions aussi anciennes que stupides, sanctifiées par des religions liberticides. Oui, demeure surtout la question sociale qui se pose à eux comme elle se pose à nous, mais ils auront enfin permis, souhaitons-le, de la faire sortir d'une voie sans issue, sombre et glauque, au fond de laquelle se fait entendre la sale petite musique militaire des hymnes nationaux et où trônent depuis trop longtemps des assassins sans éthique mais très chrétiens.

Floral

est belle). La première partie du film de Roberto Benigni se déguise comme un verre de Champagne. Dans la deuxième partie, il prend tous les risques, car il évoque l'indiscutable : les camps. Il réussit à déjouer la difficulté en mettant le récit à distance, car tout est raconté à un enfant, c'est un affreux jeu de massacre où le prix à gagner serait un char, un vrai. L'enfant gagne et survit. Des jeux de réflexion, des devinettes parcourent le film. En voici une qui donne à réfléchir : « Si je le

nomme, il n'existe plus... Le silence ! On a demandé à Benigni s'il faisait concurrence à Nanni Moretti et son *Aprile*. La réponse fut un grand éclat de rire. *Aprile* aussi en fin de compte un certain silence et le fait de façon enjouée et offensive : faisons notre propre journal, nos propres enquêtes, soyons actifs et inventifs, jouissons de la vie, jouons nous de nos angoisses en jouant, par exemple avec les enfants !

Heike Hurst (*Fondu au Noir - Radio libertaire*)

Solidaires d'une rive à l'autre L'Algérie à Cannes

Des tentes de bédouin plantées à quelques mètres du Festival ? Non, une manifestation de la C.C.A.S. (Caisse centrale des activités sociales du personnel des industries électrique et gazière) où se déroulent tout au long des dix jours du festival des manifestations (entrée libre et gratuite après une fouille des sacs, Algérie oblige) consacrées à la solidarité « d'une rive à l'autre ». Font partie de la fête tous les films algériens importants, du *Charbonnier* de Bouamari à la *Nuit du Destin* de Abdelkrim Bahloul, en passant par les documentaires magnifiques de *Mémoires d'immigrés*, *L'héritage maghrébin* de Yamina Benguigui et de *L'Oasis de la belle de mai* de Jean-Pierre Lledo.

Puisque 100 % arabica (qui réunissait Khaled et Cheb Mami) de Mahmoud Zemmouri ne manque pas dans la longue liste des films. Les électriciens et gaziers de France ont invité Cheb Mami qui a chanté le 16 mai et Idir qui a ému son public. Un terrain de 4 500 m² a été mis à disposition de la C.C.A.S. avec le partenariat officiel du festival, la transmission permanente sur des radios associatives et le patronage permanent de Radio Agora a été assuré.

Un court métrage a été cofinancé par le festival et Rachida Krim (auteur du beau long métrage *Sous les pieds des femmes*). Elle le réalise en tournant du 18 au 23 mai en arrière pays cannois *La Femme dévoilée*. Illustration concrète de la solidarité qui s'exerce dans la joie tous les soirs autour de débats et de projections sur la même rive que le grand festival du palais.

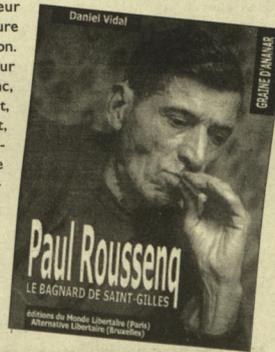
Heike Hurst

Deux nouvelles parutions aux éditions du Monde libertaire



Bakounine pour tous ceux qui aujourd'hui (comme hier) ne croient pas à « l'horizon indépassable » de la démocratie bourgeoise et du capitalisme. Collection Graine d'Ananar - 20 F.

En 1903, Paul Roussenoq, fils d'ouvriers agricoles Gardois, lecteur assidu du géographe anarchiste Elisée Reclus, routard avant l'heure (mais sans guide), écope à l'âge de dix huit ans de cinq ans de prison. Pour vagabondage... Et pour avoir balancé le quignon de pain dur qu'il avait dans sa besace sur la tronche du procureur. Prison, donc, pour le jeune rebelle libertaire, et l'âge du service militaire venant, transfère direction le bataillon disciplinaire le plus hard qui soit, Biribi. Le rebelle se rebella bien évidemment à nouveau et à l'occasion d'un séjour au cachot... il osa brûler sa vareuse, en signe de protestation. Pour cela, il écopa de vingt ans de bagne. Le libertaire Paul Roussenoq partit donc pour Cayenne et il y fit ses vingt ans. Debout. Sans jamais transiger sur quoi que ce soit. En se faisant respecter et des droits communs et de l'administration pénitentiaire. En payant de dix années de cachot sa fierté et son courage de chaque instant... Son histoire, là bas et ensuite ici, Daniel Vidal nous la raconte dans cette brochure avec les poings serrés de la révolte et avec au cœur une émotion à nulle autre pareille. Collection Graine d'Ananar - 20 F



RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 28 mai à 18 heures :

Ci Vis Pacem : La campagne nationale pour objecter à l'appel de la préparation à la Défense.

jeudi 28 mai à 20 h 30 :

Microclimat : avec Jeanine Tavernier de l'ADFI.

samedi 30 mai à 11 h 30 :

Chronique syndicale : avec P. Mignon, auteur de « La Passion du football » et Henry Simon pour un panorama des luttes dans le monde.

Ah les jolies colonies de vacances !

BINIC, UNE PETITE COMMUNE littorale des Côtes d'Armor, voit sa tranquillité bien troublée depuis quelques temps. Après les algues vertes qui envahissent sa plage (dues à la pollution agricole), voici la peste brune qui tentent un forcing en Bretagne nord.

C'est par le biais d'une association organisant des colonies d'enfants de Toulon, « Jeunesses toulonnaises » que le F.N. tente donc l'implantation d'une tête de pont dans une région où il se trouve peu enraciné. Il faut savoir à propos de cette association que Cendrine Le Chevallier, adjointe F.N. à la mairie de Toulon, a fait l'objet d'une procédure judiciaire pour embauche illicite dans l'association de membres sympathisants du Front National. Son directeur, Gilbert Péréa, cadre national du F.N., a été candidat F.N. aux élections législatives de mars 1993 en Seine Saint-Denis, puis candidat F.N. au cantonale dans le Var en mars 1998. Il est donc clair que l'installation de cette association au lieu-dit Ker Avel à Binic cache en fait l'implantation d'une base des fachos en Bretagne nord. Les locaux de Ker Avel ont été loués par l'association du Rouvre qui gère le patrimoine immobilier de la cathédrale de Saint-Brieuc. Son président, Desmiers de Ligouyer (ça

s'invente pas !), dit avoir été abusé au sujet de la nature de l'association toulonnaise. Il nous prend vraiment pour des cons !

En tout cas, les gens du pays de Binic, et les antis-F.N., étaient nombreux ce samedi 16 mai pour manifester leur indignation et leur colère face à l'envahissement progressif des fachos sur les terres de cette région Bretagne qui était jusqu'alors à peu

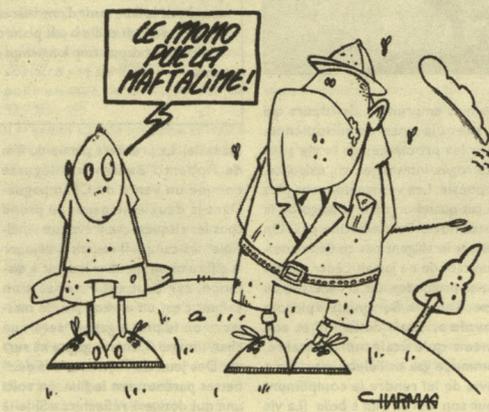
près épargnée par la peste brune. La liaison F.A. des Côtes-d'Armor était bien entendu présente avec quelques sympathisants du département.

En tout cas, nous suivrons de près cette affaire, et nous sommes bien décidés à ne pas laisser le champ libre à Le Pen et à ses sbires.

P.C.

Liaison Côtes d'Armor

LES JOVELISES COLONIES DU FN



Réquisition de terres creusoises

PROUDHON AVAIT DIT : « La propriété c'est le vol ». Nous pourrions rajouter : surtout si les propriétés ne sont pas utilisées, si elles sont laissées en friche... C'était le cas d'ailleurs d'un terrain en plein centre de Guéret (rue du Prat), appartenant à la Caisse d'épargne. C'était, car depuis le 9 mai des chômeurs, des exclus, des militants syndicaux et politiques et des anarchistes ont investi ce bout de terre (négligé par les promoteurs) pour en faire... un jardin autogéré.

Des pétitions ont été signées par la quasi totalité du voisinage en faveur de cette action : les flics, les journalistes, des pontes de la Caisse d'Épargne sont venus voir ce qui se passait... On réquisitionne ce que le capitalisme abandonne ! (ou presque, car le terrain est quand même à vendre...)

À signaler également que la Fédération anarchiste de la Creuse - plus ses sympathisants - vient de finir le défrichage et le labourage d'un autre terrain (celui-ci à Savennes

et cette fois-ci prêté) dénommé « Liber Terre » pour être cultivé collectivement.

Réquisitions, collectivisations, alternatives en actes, les idées anarchistes font leur chemin en Creuse... Devons-nous seulement nous satisfaire des quelques miettes lancées par le capitalisme et l'État alors que tout le monde devrait avoir droit à du pain ? À quand l'égalité sociale et économique ? L'abolition du salariat ? Deux nouveaux SEL viennent également de naître : l'un à Guéret sur le principe d'une heure égale une heure quel que soit le service rendu ; l'autre dans le secteur d'Ahun, sur le principe d'accords tacites entre les membres.

Pour finir, n'oubliez pas le camping de la F.A. Creuse à la Celle-Dunoise (entre Guéret et Bonnat) qui se déroulera cette année du 5 au 12 juillet (1). À vos tentes !

Alayn Dropsy

(1) Renseignements : 05 55 81 18 77.

Le pouvoir : la corruption permanente

et à pendre haut et court M. l'baron, son capitaine des gardes, son archiprêtre, son intendant... et ses bouffons !

Ceux là, parce qu'ils vivent (de moins en moins bien) de la division sociale et de l'exploitation du plus grand nombre, s'imaginent qu'ils vont pouvoir nous faire croire au père Noël de la moralisation du capitalisme et nous faire prendre les vessies des affaires actuelles pour des lanternes.

Ceux là ne voient pas, ne veulent pas voir et ne peuvent pas voir que l'arbre des affaires de droit commun du moment cachera toujours la forêt d'autres affaires *made in* droit du plus fort, loi de la jungle et compagnie !

À l'heure où le capitalisme chie littéralement sous lui de chômage, de misère, de précarité, d'exploitations et

d'oppressions du plus grand nombre et nargue d'opulence et d'arrogance ses esclaves d'ici et d'ailleurs, la peste fasciste et le choléra réformiste en sont réduits à essayer de nous resservir les plats rances d'un moralisme à la petite semaine.

Socialisme libertaire ou barbare

Les uns et les autres, chacun à leur manière, voudraient nous faire avaler la couleuvre du bon maître, du bon patron, du bon gouvernant, du bon dieu, du bon flic, du bon juge, du bon militaire... du bon enfoiré !

Les uns et les autres s'imaginent que leur puritanisme chiasseu est à même de continuer à véroler l'aspiration éternelle

du peuple à une morale de la liberté, de l'égalité, de l'autogestion, de la coopération... et aux moyens de sa mise en œuvre.

Les uns et les autres, parce qu'ils sont du côté du manche capitaliste, courent après la chimère d'une barbarie à visage humain et s'indignent de l'amoralisme qui préside à notre volonté d'instaurer un système social débarrassé à jamais du chancre de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain. Les uns et les autres, parce qu'ils auront toujours à cœur de faire des affaires, ne manqueront assurément pas de s'étonner qu'on leur pendent haut et court avec les cordes qu'on leur aura achetées... à crédit !

Jean-Marc Raynaud
groupe Bakounine

suite de la première page

Résistons !

...aux idées fascisantes qui gangrènent l'ensemble de l'espace politique et social : tel était le thème de la conférence-débat organisée par Atanar/Groupe libertaire d'Annesses (FA), animée par Philippe Pelletier.

La situation annemassienne démontre malheureusement le bien fondé des analyses défendues lors de la conférence (cette gangrène sévit dans l'ensemble de la classe politique...): en effet, Raymond Bardet, maire UDF de Ville-la-Grand, s'est récemment distingué par son « action sociale ». Après avoir jugé inadmissible la présence d'un campement gitan sur « ses terres communales », il a personnellement décidé à l'unanimité de les expulser en... les « parquant » sur le terrain qu'ils occupaient (obstruction de toutes les sorties par des déchargements de remblais...).

Bien entendu, une telle action est motivée par une fine argumentation politique, qu'il a pris soin d'exposer publiquement : « Il est dommage qu'Hitler n'ait pas fini le boulot ! » (déclaration publique citée que par un seul journal local, le « Faucigny »). Est-il besoin de préciser que cet « élu du peuple » est soutenu dans son action héroïque par une brochette de confrères, toute tendances politiques confondues, dont Robert Borrel, maire de gauche d'Annesses ?

Est-il besoin de préciser que cet héroïque analyste politique soutient activement son compagnon d'arme, et sa cour d'« honorables » facho et post-facho, Charles (dit le « Téméraire ») Millon ?

Dans le débat regroupant une trentaine de personnes qui a suivi cette conférence, il s'est avéré qu'il est urgent de lutter contre cette gangrène non pas par un discours moralisateur, « déculpabilisateur » et électoraliste, mais par une véritable action quotidienne sur le terrain social. Un maître mot (tant que le maître est dans les mots...) s'impose à qui veut lutter : militer. Et bien militants...

Atanar/Groupe libertaire d'Annesses

AGENDA

samedi 30 mai

AIX-EN-PROVENCE : Le groupe Francisco Ferrer de la Libre Pensée organise une conférence-débat à 16 heures salle Voltaire, rue des Muletiers sur le thème « L'Europe de demain peut-elle être laïque ? ».

SARREBRUCK (RFA) : Le collectif libertaire de Metz (F.A., C.N.T., Scalp) appelle à la manifestation antifasciste. Départ prévu en bus depuis Metz à 10 h 30 au parking du palais des sports.

30-31 mai

NEUFCHATEAU (VOSGES) : Rassemblement européen contre l'enfouissement des déchets nucléaires avec forums, concerts et conférence. Présence de la F.A. le 31 à 13 heures : « action Terre vivante » à Bure (38 km de Neufchâteau, des navettes sont prévues).

lundi 1er juin

PARIS : Des débats sur l'esprit de défense, l'objection à l'impôt militaire, etc. sont organisés (APOC, COT, CLOC, CNT, MOC, RIRE) dans le cadre d'une **campagne anti-Satory** à partir de 13 heures. à la maison des ensembles, 3-5 rue d'Aligre (12^e).

mardi 2 juin

LE BOURGET (93) : Manifestation à partir de 8 h 30 devant l'entrée du salon du crime organisée (APOC, COT, CLOC, CNT, MOC, RIRE) dans le cadre de la **campagne anti-Satory**.

mercredi 3 juin

PARIS : Rassemblement à 18 heures au Trocadéro toujours dans le cadre de la **campagne anti-Satory**.

POITIERS : Le mouvement des chômeurs et précaires participera au débat « À qui profite le chômage ? » au café philo le Gil-bar, place du marché à 19 heures.

vendredi 5 juin

PARIS : Séance du video-club libertaire du groupe Louise Michel « La Lanterne Noire », au local La Rue 10 rue Robert-Planquette (18^e, M^o Blanche ou Abbesses) deux documentaires seront projetés : « Paris 1871 - La semaine sanglante » JP Galb (0 h 55) et « Contre Vents et Marées » (un autre futur 4) de Richard Prost 1997 (0 h 54).

samedi 6 juin

LYON : Présence de l'Union locale à la **lesbian and gay pride** à 14 heures place Jutard (Fosse aux ours).

mardi 16 juin

BESANCON : Le groupe Proudhon de la F.A. organise une réunion avec D. Cohn-Bendit (ex 22 mars, député Vert allemand), JP Duteuil (ex-22 mars, militant O.C.L.), G. Manfredonia (historien de l'anarchisme), P. Pelletier (militant F.A.) et Y. Peyraut (militant C.N.T.-Vignoles) sur **30 ans après 68, quel projet social ?** Salle Battant, 50, rue Battant à 20 heures.